



Perspectives

Marchés et allocation



L'analyse mensuelle
de nos experts

Achévé de rédiger le 05/03/2026

MARS
26



Ofi invest
Asset Management

Trump sort l'artillerie lourde

② Eric Bertrand

Directeur Général Délégué,
Directeur des gestions

OFI INVEST AM

Donald Trump a encore mis le monde entier devant le fait accompli en déclenchant l'opération appelée « fureur épique »⁽¹⁾ en Iran. Le début d'année avait déjà été dominé par une succession d'événements géopolitiques : l'opération militaire qui avait conduit à la capture du président vénézuélien Nicolás Maduro, les revendications américaines sur le Groenland pour des raisons de sécurité nationale et, depuis le 28 février, l'attaque en Iran qui a conduit à l'élimination d'un grand nombre de responsables dont l'ayatollah Ali Khamenei qui dirigeait le pays d'une main de fer depuis 36 ans. Ce conflit constitue désormais la principale source de préoccupation pour les marchés autant sur les buts de guerre du locataire de la Maison-Blanche, que sur la durée du conflit. Alors que ceux-ci étaient restés jusqu'à présent relativement insensibles, la prime de risque géopolitique fait désormais son retour, reléguant au second plan des fondamentaux économiques qui, eux, demeurent positifs.

Au-delà des considérations strictement géopolitiques, les marchés se focalisent sur la situation dans le détroit d'Ormuz, nœud stratégique pour le passage des matières premières (pétrole, gaz, produits raffinés, aluminium, fertilisants et bien d'autres). Un blocage prolongé - pas uniquement physique, mais potentiellement indirect, notamment si les navires ne sont plus assurés - aurait des répercussions importantes : les producteurs de pétrole du Golfe se retrouveraient à court de capacités de stockage et seraient contraints de réduire leur production, ce qui entraînerait une hausse marquée des prix des matières premières ainsi que des perturbations majeures sur les chaînes d'approvisionnement. C'est par ce canal que la crise pourrait impacter l'économie mondiale, au delà du simple choc de confiance.

Toutefois, l'enlisement du conflit n'est pas dans l'intérêt des États-Unis, car il pourrait peser politiquement pour le président Donald Trump à l'approche des élections de mi-mandat (mid-terms), la hausse des prix du pétrole risquant de réduire le pouvoir d'achat de son électorat, une grande promesse de sa campagne, et par conséquent affaiblir sa popularité.

La durée du conflit et l'accès au détroit d'Ormuz seront donc clés pour les marchés financiers dans les prochains jours.

Les marchés actions, qui s'étaient bien tenus en février, montrent aussi un changement de dynamique avec de fortes rotations : l'Intelligence Artificielle (IA), moteur initial, suscite désormais des doutes, fragilisant plusieurs secteurs. Malgré des valorisations élevées aux États-Unis, les résultats restent solides et Donald Trump devrait soutenir le consommateur américain en prévision des mid-terms. L'Euro Stoxx, qui avait fortement progressé, a quant à lui rendu toute son avance début mars. Dans ce contexte mouvant, nous pensons que des opportunités seront à saisir. Nous maintenons ainsi nos positions sur l'Europe et les États-Unis. Sur les taux, nous réduisons à la marge la durée. Nous estimons en effet que le taux 10 ans américain pourrait revisiter la zone de 4,25 % dans un contexte plus inflationniste. La prudence est donc de mise en attendant d'avoir plus d'éléments sur la poursuite du conflit au Moyen-Orient : le juge de paix sera peut-être le prix du baril !

Sur une note plus positive à moyen-long terme, une chute du régime iranien dans une transition ordonnée, très hypothétique à ce stade, apporterait une stabilité géo-économique dans la région qui serait sans doute très positive pour les marchés.

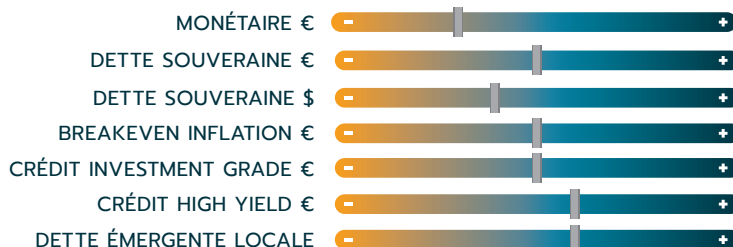
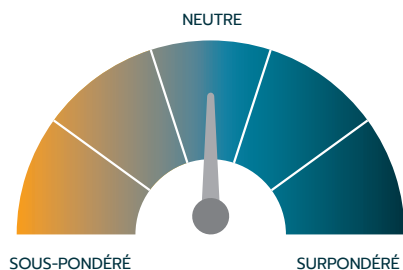
Les analyses présentées dans cette communication publicitaire reposent sur des hypothèses et des anticipations d'Ofi Invest Asset Management, faites au moment de la rédaction de la communication qui peuvent être totalement ou partiellement non réalisées sur les marchés. Elles ne constituent pas un engagement de rentabilité et sont susceptibles d'être modifiées.

Un glossaire répertoriant les définitions des termes financiers principaux est disponible en dernière page.

⁽¹⁾ « Fureur épique » (ou « Epic Fury ») : nom choisi par Washington pour désigner l'offensive militaire massive menée par les États-Unis et Israël contre l'Iran à partir du 28 février 2026.

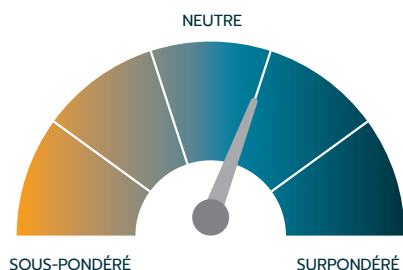
Nos vues au 05/03/2026

OBLIGATIONS



Avant l'attaque du 28 février sur l'Iran, le mois de février avait été marqué par une baisse importante des taux accompagnée d'un écartement des marges de crédit. Les craintes liées à l'Intelligence Artificielle (IA) et les risques géopolitiques se sont graduellement diffusés au marché. Début mars, à la suite de l'opération « Fureur épique », les cours du pétrole et du gaz ont augmenté tout comme le taux 10 ans américain qui est remonté de plus de 15 points de base. Les risques inflationnistes ont pris le dessus sur les risques récessifs. La durée du conflit en Iran sera particulièrement importante pour les marchés obligataires tout comme l'accès au détroit d'Ormuz. Nous estimons que le taux 10 ans américain peut remonter davantage dans ce contexte. Nous réduisons le curseur sur les obligations souveraines américaines en légère sous-pondération et maintenons un message de neutralité sur la duration au global. En ce qui concerne le crédit, nous ne changeons pas nos vues. Nous réitérons notre message de prudence sur les spreads. Nous estimons toutefois que le marché offrira des opportunités d'achats et qu'il faudra toujours faire preuve de sélectivité.

ACTIONS



Les récentes publications économiques en Europe et aux États-Unis apportent plutôt leur lot de bonnes nouvelles. Mais, l'intervention militaire en Iran crée un nouveau contexte d'incertitude pour les marchés mondiaux, centré autour de la volatilité prévisible des prix des matières premières. Pour l'instant, les capacités bénéficiaires des entreprises ne semblent pas remises en cause par le consensus et les chiffres publiés au dernier trimestre sont très robustes. Mais il conviendra probablement de surveiller de près l'évolution des coûts des intrants au cours des prochaines semaines. Ce mois-ci, nous dégradons légèrement l'allocation actions japonaises d'un cran, pour atteindre la neutralité. Ce choix est motivé par la très forte progression des indices depuis le début d'année, nous incitant à encaisser des profits sur la zone.

DEVISES

Nous conservons une position neutre sur le taux de change euro-dollar. Nous écrivions les mois passés que les fondements de l'exceptionnalisme américain n'avaient pas tous disparu. La valeur refuge du dollar s'est effectivement matérialisée lors du début de la guerre au Moyen-Orient. Le dollar a par ailleurs bénéficié d'une révision haussière plus marquée des anticipations de politique monétaire aux États-Unis ainsi qu'en zone Euro où l'activité est plus sensible au pétrole. Les incertitudes sur la poursuite du conflit et l'absence de positionnement extrême sur le dollar invitent à ne pas faire l'hypothèse d'un rebond de l'euro à court terme.



Le détroit d'Ormuz, nœud stratégique des matières premières



📍 **Ombretta Signori**

Directrice de la Recherche
Macroéconomique et Stratégie
OFI INVEST AM

L'impact économique du conflit entre les États-Unis/Israël et l'Iran reste incertain, mais à ce stade nous ne remettons pas en cause notre scénario d'une croissance résiliente en 2026, avec une inflation « sous contrôle », sous réserve de l'évolution de la situation.

En ce début d'année, les données montrent un emploi américain qui se stabilise, des enquêtes conjoncturelles bien orientées et, malgré la vague de froid historique, la production industrielle qui se raffermi. Les commandes de biens durables suggèrent une reprise généralisée de l'investissement, au delà de l'Intelligence Artificielle (IA). Sur le front des prix, l'inflation n'a pas réservé de mauvaises surprises et la substitution des droits de douane réciproques, jugés illégaux par la Cour suprême américaine, par des droits de 10 % (légèrement inférieurs aux tarifs réciproques) renforce notre conviction que le pic d'inflation tarifaire est désormais derrière nous. Cela suffira-t-il à inciter la Réserve fédérale américaine (Fed) à baisser les taux ? À court terme, non : l'inflation nous semble encore trop élevée. Il faudra attendre la seconde partie de l'année et le prochain président de la Fed (Kevin Warsh), selon nous. La Banque Centrale Européenne (BCE) devrait également maintenir ses taux à 2 %, la résilience de l'activité et l'impulsion du plan allemand, qui commence à se voir dans le rebond des commandes industrielles domestiques, compensent les pressions désinflationnistes sous jacentes (ralentissement de la dynamique salariale, effet de l'euro, importations chinoises), hors risques liés au conflit.

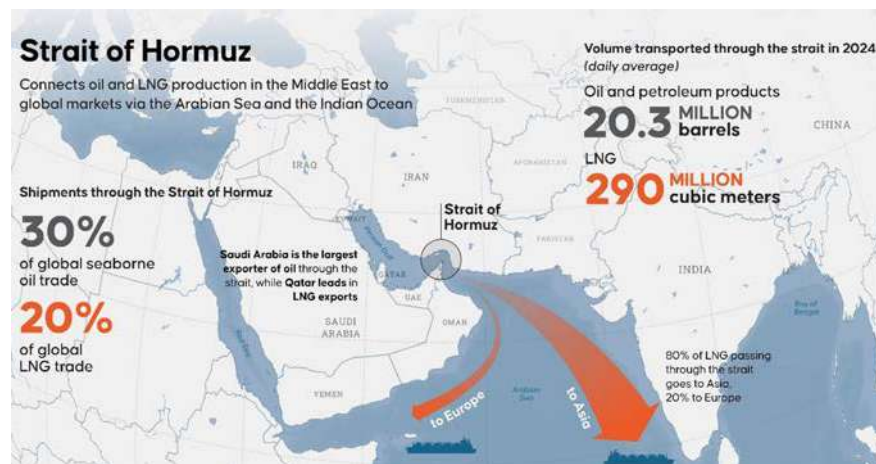
SUIVRE L'IMPACT SUR L'INFLATION ET LA CROISSANCE

Comment ce contexte positif pourrait-il changer à cause du conflit au Moyen-Orient ? Le premier canal de transmission macroéconomique de ce conflit passe par les prix des matières premières : surtout le pétrole, mais aussi le gaz et d'autres produits (raffinés, engrais...). Ce choc d'offre négatif réduit la richesse des pays importateurs : les hausses de prix pèsent sur le pouvoir d'achat des ménages et freinent les investissements des entreprises, en raison de coûts de production plus élevés. Puisque les États-Unis sont désormais exportateurs nets de pétrole et de gaz, l'impact sur l'activité serait plus marqué en Europe qu'aux États-Unis, où la baisse de consommation est compensée en partie par une hausse des investissements dans le secteur énergétique. En ce qui concerne l'inflation, une hausse durable de 10 \$ du baril augmente l'inflation d'environ 0,4 %.

Pour le gaz, l'impact inflationniste en Europe est différent de celui du pétrole puisque le poids dans le panier de l'inflation est plus faible que celui du pétrole, et la transmission dans les prix finaux est plus lente, du fait des tarifs réglementés⁽¹⁾. **Le deuxième canal de transmission est celui du choc de confiance** qui favorise l'attentisme des ménages et des entreprises.

Sans doute ce conflit accroît-il les risques haussiers sur l'inflation et baissiers sur la croissance, en particulier en Europe, mais l'ampleur des deux effets dépendra de la durée et de l'intensité de l'escalade au Moyen-Orient et différents scénarios sont possibles. Le plus extrême serait probablement le blocage prolongé (directement ou indirectement, notamment en raison d'un défaut de couverture assurantielle des navires) **du détroit d'Ormuz**, jamais survenu jusqu'ici. Le détroit d'Ormuz reste **un point névralgique pour le transport des matières premières**, puisque près de 30 % des flux mondiaux de pétrole brut et environ 20 % du GNL y transitent, principalement vers l'Asie et la Chine. Il ne s'agit pas de craintes de pénuries, comme en 2022 pour le gaz, car l'Europe est beaucoup moins dépendante du pétrole et du GNL du Golfe que l'Asie, mais malgré ses importations physiques limitées, les marchés du pétrole et du gaz sont mondiaux et donc la flambée des prix toucherait l'Europe, pesant sur les marges des entreprises des secteurs énergivores. Un tel choc ferait grimper les prix des matières premières ; le baril pourrait dépasser le seuil des 100 \$, ce qui selon nos estimations placerait la zone Euro en quasi stagnation. Face à ce type de choc d'offre extrême, qui toucherait principalement l'inflation la plus volatile, nous pensons que la BCE et probablement la Fed, maintiendraient ses taux stables dans un premier temps, en attendant d'observer l'évolution de la situation.

Il nous semble toutefois important de souligner que la hausse du prix du pétrole joue aussi un rôle dissuasif contre une guerre prolongée : elle réduirait davantage le pouvoir d'achat des ménages américains, un enjeu clé à l'approche des élections de mi-mandat de 2026, auquel l'administration américaine est particulièrement sensible. Par ailleurs, ce conflit est loin de faire consensus, ni dans l'opinion publique, ni au sein même du Parti républicain.



⁽¹⁾ La passation sur les prix finaux a augmenté au fil des années mais reste moindre par rapport au pétrole, et très différente selon les pays, plus marquée en Allemagne, en Espagne et en Italie, et plus contenue en France. Cf. BCE (2024) *The pass-through to inflation of gas price shocks*.

Avant la « fureur épique »⁽¹⁾



🔗 **Geoffroy Lenoir**
Co-Directeur des gestions
OPC
OFI INVEST AM

Après le déluge d'émissions obligataires en janvier, le marché primaire a exercé une moindre pression sur les taux en février. Les taux ont même reflué sous l'effet des inquiétudes naissantes autour des effets de l'Intelligence Artificielle (IA), mais aussi du fait des tensions croissantes au Moyen-Orient. En parallèle, certaines structures de financement privé exposées à l'industrie de la Tech ont suscité quelques inquiétudes.

Au cours du mois, la Réserve fédérale américaine (Fed) a souligné une stabilisation sur le front de l'emploi, ce qui a repoussé les anticipations d'assouplissement monétaire au-delà du mois de juin. La courbe des taux américaine s'est aplatie avec un taux 10 ans flirtant de nouveau avec les 4 %. Le revers subi par Donald Trump sur les tarifs douaniers aurait pu raviver le spectre budgétaire (comment financer l'OBBB⁽²⁾ si les tarifs sont illégaux ?) mais le marché a privilégié la recherche de sureté face à la volatilité des actions. Par ricochet, l'ensemble des taux européens, anglais compris, ont reculé, ramenant le Bund allemand à 2,64 % en fin de mois, annihilant ainsi toute la hausse depuis décembre dernier. Après un mois de janvier erratique, la performance des indices obligataires souverains s'installe solidement en territoire positif : +2,1 % sur l'euro, +1,9 % sur les US, +2,3 % sur le UK (sources : indices ICE Bofa).

Fort point d'attention ces dernières semaines, les taux japonais ont également reflué après le raz-de-marée électoral du PLD, validant la stratégie de Sanae Takaichi de dissoudre la Diet. Depuis sa poussée de fièvre mi-janvier à 3,87 %, le taux à 30 ans a reflué de plus de 50 points de base. Les marchés resteront néanmoins très vigilants à sa communication sur les questions fiscales. En dépit d'une inflation cœur à 2,6 %, la BOJ jouera sans doute la montre sur sa politique monétaire avant d'y voir plus clair sur le programme budgétaire voulu par la Première Ministre. La nomination de deux membres « refationnistes » au Conseil de la Banque Centrale va d'ailleurs dans le sens de la cheffe

du gouvernement, rétive à la poursuite de la hausse des taux directeurs, ce qui pourrait remettre une pression haussière sur la partie longue de la courbe.

LES ANTICIPATIONS SUR LES BANQUES CENTRALE ÉVOLUENT

Avec les attaques en Iran du 28 février, les prix du pétrole et du gaz ont accéléré à la hausse et les anticipations sur les Banques Centrales se sont ajustées. Du côté de la Banque Centrale Européenne (BCE), nous sommes passés d'une faible probabilité de baisse de taux à une possibilité de hausse. En ce qui concerne la Réserve fédérale américaine, le marché s'est redirigé vers nos anticipations qui se situent toujours à une ou deux baisses en 2026. Dans ce contexte, nous avons pris des profits sur les taux américains. Avec une volatilité plus élevée, nous anticipons dorénavant une remontée du Bund allemand et du taux 10 ans américain vers 2,90 % et 4,25 % respectivement. Passées les turbulences actuelles, nous estimons que les taux retrouveront une relative stabilité en ligne avec les fondamentaux. Un « choc IA » significatif ouvrirait cependant la porte à une baisse des rendements obligataires.

QUELQUES TENSIONS SUR LES SPREADS DE CRÉDIT

L'IA a d'ailleurs déjà affecté certains émetteurs crédit, notamment les secteurs de sociétés de logiciels, de traitement de données, juridiques... Ces risques se sont ensuite traduits par un retour des craintes sur le secteur du crédit privé, exacerbées par la faillite de Market Financial Solutions (MFS)*, un petit acteur non bancaire britannique spécialisé dans les prêts hypothécaires, avec des accusations de fraude et d'utilisation des mêmes actifs en garantie de plusieurs prêts. À cela s'ajoute l'annonce du gérant d'actifs Blue Owl*, qui va limiter les retraits de l'un de ses fonds de dette privée.

Dans ce contexte, les spreads de crédit « Investment Grade » et de crédit spéculatif Haut Rendement (« High Yield ») euro se sont écartés en février, montrant une certaine fébrilité de ces marchés après des mois voire des semestres de performances positives. **La prudence reste de mise étant donné le contexte géopolitique, mais force est de constater que le marché crédit reste très résilient et toujours plébiscité par bon nombre d'investisseurs.**

LE CHIFFRE DU MOIS

2,21 %

C'est le niveau du swap inflation euro⁽³⁾ de maturité 1 an au 3 mars 2026. Avec le conflit au Moyen-Orient, le taux du swap inflation a augmenté d'environ 0,5 % par rapport au niveau de début février.

PERFORMANCES

Indices obligataires coupons réinvestis

	Février 2026	YTD
JPM Emu	1,39 %	2,05 %
Bloomberg Barclays Euro Aggregate Corp	0,55 %	1,31 %
Bloomberg Barclays Pan European High Yield en euro	0,12 %	0,93 %

Sources : Ofi Invest Asset Management, Refinitiv, Bloomberg au 27/02/2026.
Les performances passées ne préjugent pas des performances futures.

Les performances passées ne préjugent pas des performances futures

*Les sociétés citées ne le sont qu'à titre d'information. Il ne s'agit ni d'une offre de vente, ni d'une sollicitation d'achat de titre.

⁽¹⁾ « Fureur épique » (ou « Epic Fury ») : nom choisi par Washington pour désigner l'offensive militaire massive menée par les États-Unis et Israël contre l'Iran à partir du 28 février 2026. ⁽²⁾ « One Big Beautiful Bill » (une grande et magnifique loi) : loi budgétaire signée par Donald Trump le 4 juillet 2025 qui combine des réductions d'impôts, des coupes dans les dépenses sociales et des investissements dans la défense et la sécurité nationale. ⁽³⁾ Contrat financier dérivé dans lequel deux parties échangent des flux de paiements basés sur un taux d'intérêt fixe et l'évolution de l'inflation de la zone Euro.

Les marchés actions mondiaux divergent



🔗 **Éric Turjeman**
Co-Directeur des gestions
OPC
OFI INVEST AM

Bien avant l'intervention israélo-américaine en Iran, les performances des différents marchés mondiaux faisaient déjà le grand écart en février. Alors que les marchés américains peinaient à s'inscrire en territoire positif, les marchés émergents poursuivaient sur leur lancée à plus de 5 % de hausse mensuelle, tandis que le Japon affichait une performance de 10 % sur la période. La fin de l'exceptionnalisme américain est donc en passe de se vérifier cette année encore, probablement portée par le flou qu'engendre la politique intérieure américaine.

La Cour suprême américaine a statué et les tarifs douaniers imposés en avril dernier sont bel et bien illégaux. Bien que de premières mesures tarifaires de substitution soient mises en place, l'incertitude que cela rajoute ne plait guère aux investisseurs. Alors que les résultats publiés par les entreprises américaines au premier trimestre sont excellents, bien au-dessus des attentes de croissance de chiffre d'affaires et de résultats du consensus, cela n'a pas suffi à donner un nouvel élan au marché.

LES MARCHÉS ANALYSENT L'IMPACT DE L'IA ET SANCTIONNENT

Les craintes de disruption apportée par l'Intelligence Artificielle (IA) ont emporté un certain nombre de valeurs sur leur passage. Alors qu'il y a quelques semaines encore, les marchés s'interrogeaient sur la pertinence des centaines de milliards de dollars d'investissements que les géants de la tech allaient mobiliser cette année, les interrogations ont subitement changé de camps. Il aura suffi qu'Anthropic* détaille les évolutions de son modèle d'« IA Claude », doté de nouvelles spécificités avancées notamment pour la programmation, pour que les investisseurs cherchent à parier sur les secteurs les plus à mêmes de se faire potentiellement disrupter. Ainsi, le secteur des logiciels (« Software As A Service »), des médias, ou encore certaines valeurs financières spécialisées

ont plongé. Et la déclaration en toute fin de période de la plateforme de paiements spécialisés Block*, qui prévoit de se séparer de 40 % de ses effectifs pour les remplacer par des agents IA, a fini de « plomber » les sociétés sensibles à la consommation des « cols blancs » américains. Les craintes du marché sont probablement très exagérées à ce stade, mais sa psychologie reste négative. Il est même recommandé de privilégier les titres HALO (« Hard Asset Low Obsolescence »⁽¹⁾), à l'abri de tout risque de disruption pour l'instant. Ainsi, les meilleurs performers du marché américain depuis le début de l'année appartiennent uniquement à la vieille économie : les produits de base, la construction, le secteur pétrolier, l'agroalimentaire, les télécommunications et les services aux collectivités. Un comble pour le marché le plus technologique au monde !

L'Europe reste toujours suspendue au déploiement du plan allemand, même si certains fondamentaux s'améliorent par ailleurs. Les pays périphériques affichent de robustes croisances économiques et la circulation de la monnaie dans la zone Euro accélère, témoignant d'une meilleure dynamique sur la croissance des crédits. Les résultats des entreprises sont toujours sans véritable relief mais devraient s'améliorer séquentiellement, trimestre après trimestre, pour autant que l'euro ne se réapprécie pas massivement cette année.

La dynamique japonaise reste très impressionnante, avec une performance cumulée de près de 15 % cette année. Les marchés ont valorisé les pleins pouvoirs de la nouvelle Première ministre, ainsi que son budget expansionniste. Il nous semble cependant que beaucoup de bonnes nouvelles figurent déjà dans les cours.

LE PROCHE ORIENT S'INVITE DANS L'ÉQUATION

Au-delà des fondamentaux, qui restent solides, la poursuite du parcours sera marquée par l'évolution du conflit au Moyen-Orient. Si, comme nous en faisons l'hypothèse, des pourparlers démarrent entre les États-Unis et l'Iran, la volatilité des coûts de l'énergie devrait rester contenue et absorbable par les économies et les entreprises. Dans le cas contraire, les hypothèses de croissance économique, de marges et de croissance de résultats pourraient être revues en baisse. Les marchés n'en auraient alors pas totalement terminé avec leur phase d'ajustement.

LE CHIFFRE DU MOIS

50 Mds\$

C'est le montant de rachats d'actions envisagé par Salesforce*, leader mondial des logiciels CRM. Ce montant représente près de 30 % de sa capitalisation boursière.

PERFORMANCES

Indices actions dividendes nets réinvestis en devises locales

	Février 2026	YTD
CAC 40	5,60 %	5,30 %
EuroStoxx	3,48 %	6,43 %
S&P 500 en dollars	-0,79 %	0,62 %
MSCI AC World en dollars	1,29 %	4,29 %

Sources : Ofi Invest Asset Management, Refinitiv, Bloomberg au 27/02/2026.
Les performances passées ne préjugent pas des performances futures.

Les performances passées ne préjugent pas des performances futures.

*Les sociétés citées ne le sont qu'à titre d'information. Il ne s'agit ni d'une offre de vente, ni d'une sollicitation d'achat de titre.

⁽¹⁾ HALO repose sur des actifs tangibles, durables, dont l'obsolescence est très faible, ce qui confère une stabilité, une visibilité long terme.

Le potentiel redécouvert *des actions asiatiques*



🕒 **Jean-Marie Mercadal**
Directeur Général
SYNCICAP AM

Depuis le début de l'année, les marchés asiatiques - et plus largement les places émergentes - enregistrent une nette accélération, avec des progressions de respectivement 20 % et 14 %. L'environnement, propice à une surperformance de ces zones, favorise le retour progressif des investisseurs internationaux. Le déclenchement du conflit au Moyen-Orient ne devrait pas modifier ces tendances, sauf s'il devait s'inscrire dans la durée, ce qu'il est impossible de prévoir aujourd'hui.

En ce début d'année, les actions américaines ne dominent plus les flux d'investissement internationaux comme elles l'avaient fait depuis la crise financière de 2008. Sur 100 dollars US investis dans les fonds actions globaux, seuls 26 dollars sont aujourd'hui dirigés vers les États-Unis, contre 92 en 2022, 73 en 2024 et 45 en 2025. Ce recul illustre un mouvement de diversification en faveur des marchés européens et émergents, qui apparaît cohérent dans le contexte actuel.

GÉOPOLITIQUE ET RECHERCHE DE DIVERSIFICATION

La géopolitique joue un rôle central dans cette évolution. Les tensions internationales incitent plusieurs pays à réduire leur dépendance au dollar, dont l'usage peut être restreint par l'administration américaine en cas de différend majeur. Cette prudence se traduit notamment par une hausse de la part de l'or dans les réserves de change, en particulier en Chine. Parallèlement, les investisseurs adoptent une attitude plus mesurée vis-à-vis des « Magnificent 7 »⁽¹⁾ et, plus largement, du thème de l'Intelligence Artificielle (IA). Les craintes portent sur un risque de surinvestissement dans une compétition où peu d'acteurs sortiront gagnants, ainsi que sur une interdépendance excessive entre entreprises, alimentée par des investissements circulaires. Dans ce contexte, la réallocation des capitaux vers l'Europe et les marchés émergents reflète une double logique : réduire l'exposition aux risques liés au dollar et tempérer l'enthousiasme autour des grandes valeurs technologiques américaines. Elle traduit **une recherche d'équilibre et de sécurité dans un**

environnement marqué par l'incertitude géopolitique et les excès potentiels de certains segments de marché.

L'Asie bénéficie pleinement de la dynamique actuelle de diversification, en particulier l'Asie hors Chine, qui occupe une place stratégique dans la chaîne de valeur liée aux investissements massifs dans l'IA. Pour reprendre une image simple, cette région fournit les « pelles et pioches » indispensables à la ruée vers l'or technologique : mémoires, processeurs, circuits intégrés et autres composants essentiels au développement des systèmes d'IA. C'est ce rôle clé qui explique la progression spectaculaire de la Bourse de Séoul, en hausse de près de 50 % depuis le début d'année. Si la tendance de fond demeure favorable, le rythme actuel paraît difficilement soutenable à court terme, ouvrant la voie à une rotation vers d'autres marchés. Parmi eux, l'Inde apparaît comme une alternative à la fois défensive et prometteuse. Son marché a connu une phase de stagnation de près de deux ans, permettant aux valorisations de se normaliser. Aujourd'hui, son PER global s'établit à 21, tandis que la dynamique des bénéficiaires s'améliore nettement : les résultats des entreprises sont attendus en hausse d'environ 15 % en 2026.

LA CHINE EN QUÊTE D'ÉLAN

La Chine évolue aujourd'hui différemment du reste de l'Asie. Après deux années solides, les actions chinoises se sont récemment stabilisées, les investisseurs attendant des signaux clairs sur l'économie et la politique gouvernementale. Les derniers indicateurs montrent toutefois un ralentissement : si les exportations restent robustes, la demande intérieure souffre toujours de la crise immobilière, qui pèse sur la confiance des ménages. L'épargne bancaire, équivalente à 120 % du PIB, illustre cette prudence et pose la question de sa mobilisation. Le pays fait aussi face à une forte « sur concurrence », entraînant une pression sur les prix et un risque déflationniste. Dans ce contexte, les annonces du « National People's Congress » seront déterminantes, d'autant qu'elles incluront les orientations du plan quinquennal 2026-2030. Le marché attend un objectif de croissance autour de 4,5 % à 5,0 %, avec un soutien accru à la consommation et des réformes structurelles, notamment en matière de protection sociale et de retraite. Un déficit budgétaire proche de 4 % du PIB est anticipé. Des mesures pour stabiliser l'immobilier et lutter contre la « sur concurrence » sont également espérées. La réunion du 5 mars doit ainsi restaurer la confiance et clarifier la trajectoire économique du pays.

LE CHIFFRE DU MOIS

+21 %

C'est la performance en euros de l'indice Asie émergente hors Chine.

L'INDICE MSCI ASIE PACIFIQUE

Il enregistre son meilleur mois de février depuis sa création en 1998 avec une progression de 6,7 % en USD.

Plus généralement, les investisseurs redeviennent positifs sur tous les segments émergents : devises, obligations et naturellement actions, portées par les entreprises intégrées à la chaîne de valeur de l'Intelligence Artificielle.



Source : Bloomberg - Février 2026
Les performances passées ne préjugent pas des performances futures.

Les performances passées ne préjugent pas des performances futures.

⁽¹⁾ Les « 7 Magnifiques » sont les entreprises GAFAM, Alphabet (Google), Amazon, Meta (Facebook), Apple et Microsoft, auxquelles s'ajoutent Nvidia et Tesla. Syncicap AM est une société de gestion détenue par le groupe Ofi Invest (66 %) et Degroof Petercam Asset Management (34 %), agréée le 4 octobre 2021 par la Securities and Futures Commission de Hong Kong. Cette société, spécialisée dans les pays émergents, permet d'établir une présence en Asie, depuis Hong Kong.

GLOSSAIRE

Breakeven inflation : différence de rendement entre une obligation classique (taux nominal) et son équivalente indexée sur l'inflation (taux réel).

Crédit « Investment Grade »/« High Yield » : les obligations « Investment Grade » qualifient des obligations émises par les emprunteurs les mieux notés par les agences de notation. Selon le classement de Standard & Poor's ou Fitch, leurs notes vont de AAA à BBB-. Les obligations spéculatives « High Yield » (haut rendement) ont une note de crédit (de BB+ à D selon Standard & Poor's et Fitch) plus faible que les obligations « Investment Grade » en raison de la santé financière plus fragile de leurs émetteurs selon les analyses des agences de notation. Elles sont donc considérées comme plus risquées par les agences de notation et offrent en contrepartie des rendements plus élevés.

Duration : durée de vie moyenne pondérée d'une obligation ou d'un portefeuille d'obligations exprimée en années.

Inflation : perte du pouvoir d'achat de la monnaie qui se traduit par une augmentation générale et durable des prix.

PER : Price Earning Ratio. Indicateur d'analyse boursière : ratio de cours divisé par le bénéfice.

Prime de risque : reflète le surplus de rendement exigé par les investisseurs par rapport au rendement d'un actif sans risque.

Risque crédit : en gestion obligataire, c'est le risque que l'émetteur d'une obligation ne puisse pas rembourser le principal ou les intérêts dus aux investisseurs.

Spread : écart de taux.

Spread de crédit : différence de taux d'intérêt d'une obligation d'entreprise avec celui d'une obligation de référence de même durée, considérée comme la moins risquée (l'emprunt d'État de référence).

Volatilité : calcul des amplitudes des variations du cours d'un actif financier. Plus la volatilité est élevée, plus l'investissement sera considéré comme risqué.

INFORMATION IMPORTANTE

Cette communication publicitaire contient des éléments d'information et des données chiffrées qu'Ofi Invest Asset Management considère comme fondés ou exacts au jour de leur établissement. Pour ceux de ces éléments qui proviennent de sources d'information publiques, leur exactitude ne saurait être garantie. Les analyses présentées reposent sur des hypothèses et des anticipations d'Ofi Invest Asset Management, faites au moment de la rédaction du document qui peuvent être totalement ou partiellement non réalisées sur les marchés. Elles ne constituent pas un engagement de rentabilité et sont susceptibles d'être modifiées. Cette communication publicitaire ne donne aucune assurance de l'adéquation des produits ou services présentés et gérés par Ofi Invest Asset Management à la situation financière, au profil de risque, à l'expérience ou aux objectifs de l'investisseur et ne constitue pas une recommandation, un conseil ou une offre d'acheter les produits financiers mentionnés. Ofi Invest Asset Management décline toute responsabilité quant à d'éventuels dommages ou pertes résultant de l'utilisation en tout ou partie des éléments y figurant. Avant d'investir dans un OPC, il est fortement conseillé à tout investisseur, de procéder, sans se fonder exclusivement sur les informations fournies dans cette communication publicitaire, à l'analyse de sa situation personnelle ainsi qu'à l'analyse des avantages et des risques afin de déterminer le montant qu'il est raisonnable d'investir. Photos : Shutterstock. com/Ofi Invest. FA26/0758/M

Imprimé sur papier issu de forêts gérées durablement



Ofi Invest Asset Management • 127-129 quai du Président Roosevelt 92130 Issy-les-Moulineaux
Société de gestion de portefeuille • RCS Nanterre 384 940 342 • Agrément AMF n° GP 92012
S.A. à Conseil d'Administration au capital de 71 957 490 euros • APE 6630 Z • FR 51384940342

Investir

dans les entreprises qui dessinent le monde de demain

*Parce que les infrastructures, l'énergie et la mobilité
évoluent grâce à des entreprises et des acteurs qui innovent
pour améliorer le quotidien et transformer l'avenir*



Communication publicitaire - Création assistée par IA



Ofi invest

Investissez dans *votre avenir*